



A l'école, des cours d'inclusion pour casser la spirale de la précarité

L'association ATD Quart Monde s'attelle à aider les enseignants à mieux appréhender et accompagner les enfants frappés par la grande pauvreté.

Enfant, Jacqueline était toujours «*au fond de la classe*». «*Je ne cherchais pas à comprendre, même pas à savoir si un jour je pourrais faire quelque chose de ma vie*», confie cette femme de 56 ans. A l'école, avant même d'avoir l'occasion de montrer qui elle était, elle était cataloguée. Parce qu'issue de la communauté des gens du voyage. Et parce que les familles de son père comme de sa mère étaient considérées comme «*les deux pires de la Marne*». A l'époque, elle essuie insultes et brimades à longueur de temps. «*Entre gamins, c'était "voleurs de poules", "pouilleux"; avec les maîtres et maîtresses, c'était "de toute façon, tu vas arrêter [l'école] à 16 ans, pourquoi s'occuper de toi?"*»

Désormais, Jacqueline franchit les portes des écoles de bon cœur. «*Pour ne pas reproduire ce que nous, on a vécu.*» Militante à ATD Quart Monde, elle apporte son expérience de la grande pauvreté afin d'aider l'école à mieux traiter les enfants qui en sont issus. Elle intervient dans le cadre de la recherche-action Choisir l'inclusion pour éviter la ségré-

gation (Cipes) menée par l'association dans quelques établissements scolaires, qui réunit des parents et des chercheurs, pour repérer des enfants vivant dans la grande pauvreté, observer les pratiques des enseignants, et in fine lutter contre l'orientation souvent subie par ces élèves. Car les chiffres sont sans appel : 72,1% des jeunes de Section d'enseignement général et professionnel adapté (Segpa) et 80% des élèves d'Ulis, les unités localisées pour l'inclusion scolaire (destinées aux enfants en situation de handicap), viennent de milieux défavorisés. Des parcours scolaires qui risquent de les maintenir, une fois adultes, dans la pauvreté. «*Dès qu'on sait que la famille a des problèmes sociaux, d'argent, on décide à sa place. Aucun enseignant ne mettrait son enfant en Segpa, mais pour ces parents, on dit que c'est très bien, parce qu'il y a moins d'élèves. On ne dit pas qu'ils ne suivent pas le même programme que dans les autres classes*», dénonce Marie-Aleth Grard, présidente d'ATD Quart Monde et autrice de *l'Egale Dignité des invisibles* : quand les

sans-voix parlent de l'école.

Attirer les parents

Franck Lenfant l'a vécu : ses trois filles sont allées en Segpa. Cet homme de 53 ans, militant lui aussi à ATD et impliqué dans Cipes, vient également d'une famille de gens du voyage et a eu «*de grosses difficultés*» à l'école car «*souvent insulté, méprisé*». Alors, lorsque ses enfants ont démarré leur scolarité, il n'a pas su s'y intéresser. Jusqu'à ce que l'une de ses filles insiste pour qu'il se rende aux réunions parents-profs. «*En discutant avec l'institutrice, je me suis aperçu que l'image que j'avais gardée n'était pas la bonne. Et je me suis dit que si je faisais l'effort d'aller voir les instituteurs, peut-être que mes enfants se sentiraient plus considérés par moi et sentiraient que leurs parents étaient considérés*», estime-t-il.

«*Il ne faut surtout pas s'imaginer que ces parents sont moins intéressés par l'école que les autres. Au contraire, ils croient encore vraiment en l'école de la République, qui va permettre à leurs enfants d'avoir une vie meilleure que la leur*», pointe Marie-Aleth





Grard. Pour les faire venir sans les intimider, il faut parfois russer, en organisant par exemple des «cafés des parents», rendez-vous plus détendus et informels qu'une convocation.

A l'école Hélène-Boucher de Mons-en-Barœul (Nord), catégorisée REP+ et membre de Cipes, les parents sont invités à proposer des ateliers au sein de l'établissement. «*On essaye de donner une place aux familles, leur donner une nouvelle image de l'école. Si l'enfant sent que ses parents sont en confiance, à la maison il va entendre parler positivement de l'école et ça se répercutera sur son travail*», loue Sébastien Ferme, le directeur. A défaut, «*vous avez de grandes chances que l'enfant entre dans un conflit de loyauté*», remarque Marie-Aleth Grard. *De manière inconsciente, il bloque les apprentissages dans sa tête de peur de trahir sa famille, son milieu*».

Sans compter que vivre dans la précarité a des conséquences physiologiques. «*Le milieu social d'origine entraîne des différences de croissance du cerveau dès l'âge de 4 mois. Dans les familles qui vivent dans la grande pauvreté, l'instabilité très forte en termes de ressources crée du stress chronique. Et quand vous y êtes soumis, vous libérez le cortisol* [hormone de stress sécrétée par les glandes surrénales, ndlr] *qui se fixe sur des récepteurs dans le cerveau, ce qui a des effets sur le développement cérébral*», éclaire Grégoire Borst, professeur de psychologie du développement à l'université Paris-Cité. *Mais il n'y a aucun déterminisme sociologique. La force du cerveau est d'être plastique.*»

Le dilemme des devoirs

D'où l'importance d'adapter l'école à ces enfants. Pour aider les enseignants, dont la plupart

ont un bac+5 et sont issus des classes moyennes, ATD Quart Monde leur propose des formations à la grande pauvreté. De quoi éviter des incompréhensions. Marie-Aleth Grard cite l'exemple de cette professeure qui, pensant bien faire, avait demandé à un enfant d'apporter un gâteau fait maison pour la fête de l'école, songeant que cela coûterait moins cher que de l'acheter tout fait. L'élève s'est présenté avec un gâteau du commerce. «*Quand on vit dans une chambre d'hôtel, on n'a pas de four...*» souligne la présidente d'ATD.

A Mons-en-Barœul, l'équipe s'est interrogée sur les devoirs. Selon les textes officiels, il ne faut pas en donner, mais la pratique est courante. «*Dans les écoles privées, ils font des devoirs à gogo. Nous, en école publique, on se dit qu'on a des familles en situation difficile, donc qu'on ne va pas en donner. Mais en même temps, on veut les tirer vers l'excellence*», expose Sébastien Ferme. Face à ce dilemme, les élèves eux-mêmes ont accouché d'une solution : banaliser une demi-heure hebdomadaire dans l'emploi du temps pour permettre à ceux qui le souhaitent d'apprendre leurs leçons et faire leurs exercices.

L'institution ne peut toutefois pas tout. «*L'école, c'est vingt-quatre heures par semaine*», rappelle le directeur d'école. «*Il faut une politique sociale de logement, plébiscite quant à elle Catherine Nave-Bekhti, secrétaire générale du Sgen-CFDT, syndicat partenaire d'ATD. Et à l'éducation nationale, on manque de personnels de santé et sociaux. Même quand on constate des situations de précarité économique et sociale forte et qu'on sait qu'il faudrait intervenir, on ne peut pas forcément.*» Les en-

fants, eux, restent alors avec leurs difficultés.

ELSA MAUDET





Une bibliothèque de rue d'ATD à Noisy-le-Grand, en 2018. PHOTO LUCIEN LUNG. RIVA PRESS

